



15 septembre 2023

(23-)

Page: 1/12

Conseil du commerce des services

**COMPILATION DES QUESTIONS RESTÉES SANS RÉPONSE POSÉES
DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN DES EXEMPTIONS DES
OBLIGATIONS ÉNONCÉES À L'ARTICLE II (NPF)**

NOTE DU THE SECRÉTARIAT¹

Le présent document a été établi à la demande du Conseil du commerce des services dans le cadre du cinquième examen des exemptions des obligations NPF. Comme convenu à la réunion du CCS tenue le 12 juin 2023, le présent document compile les questions posées par les Membres sur les exemptions des obligations NPF des autres Membres qui n'ont pas reçu de réponse, que ce soit par écrit ou durant la réunion.²

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

² Une liste des questions auxquelles il a été répondu figure dans l'annexe.

COMPILATION DES QUESTIONS RESTÉES SANS RÉPONSE POSÉES PAR LES MEMBRES

(Les numéros de page dans la deuxième colonne se rapportent à la compilation par secteur, JOB/SERV/29/Rev.2)

N°	QUESTION À	QUESTION	QUESTION DE
Question d'ordre général			
1	Tous les Membres	Pour chacune des exemptions des obligations NPF énumérées dans la compilation par secteur établie par le Secrétariat (JOB/SERV/29/Rev.2), nous souhaiterions que tous les Membres concernés répondent aux questions d'ordre général suivantes: Veuillez indiquer si l'exemption a été utilisée pour une quelconque mesure effective depuis le réexamen précédent en 2016-2017 et, dans l'affirmative, fournir des renseignements sur cette utilisation. Si l'exemption n'a pas été utilisée, veuillez expliquer pourquoi les conditions qui ont créé la nécessité de l'exemption existent encore, et indiquer si une mesure quelconque a été entreprise ou est envisagée pour éliminer cette exemption. Si ce n'est pas le cas, veuillez expliquer pourquoi.	Hong Kong, Chine
Tous les secteurs			
2	Afghanistan Toutes les entrées (page 2)	Les exemptions semblent être couvertes par les exceptions de l'AGCS et ne semblent pas incompatibles avec l'obligation NPF. L'Afghanistan envisagerait-il de supprimer ces exemptions? Si ce n'est pas le cas, veuillez expliquer les raisons pour lesquelles ces exemptions sont maintenues. Pourquoi les exemptions sont-elles nécessaires malgré l'exception prévue par l'article V de l'AGCS?	Hong Kong, Chine
3	Brunéi Darussalam (page 3)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF, "Préférences données à l'entrée et au séjour temporaire de travailleurs venus des sources d'approvisionnement traditionnelles", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, quelle que soit la durée du séjour.	République de Corée
11	Guatemala (page 12, 4 ^{ème} et 5 ^{ème} entrées)	Lors du dernier réexamen, le Guatemala a indiqué qu'il avait entamé un processus d'examen interne afin de déterminer si les exemptions concernées étaient encore pertinentes. À cet égard, veuillez fournir une mise à jour de l'examen interne et indiquer si les conditions qui ont rendu les exemptions nécessaires existent encore.	Hong Kong, Chine
12	Indonésie (page 12)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "Les postes subalternes sont réservés aux citoyens indonésiens. Selon la politique du gouvernement, des dérogations limitées peuvent être accordées aux citoyens de certains pays", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord.	République de Corée
13	Jamaïque (page 13)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "L'obligation du permis de travail sera supprimée pour les citoyens des pays énumérés à la colonne 3", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord.	République de Corée
14	Jordanie (page 13, utilisation des terres)	Veuillez expliquer quels pays sont inclus dans les "pays arabes".	Japon
15	Kazakhstan toutes les entrées (page 13)	Les exemptions semblent être couvertes par les exceptions de l'AGCS et ne semblent pas incompatibles avec l'obligation NPF. Le Kazakhstan envisagerait-il de supprimer ces exemptions? Dans la négative, veuillez expliquer les raisons pour lesquelles ces exemptions sont maintenues. Pourquoi les exemptions sont-elles nécessaires malgré l'exception prévue par l'article V de l'AGCS?	Hong Kong, Chine

N°	QUESTION À	QUESTION	QUESTION DE
16	RDP lao (page 20)	L'exemption semble être couverte par les exceptions de l'AGCS et ne semble pas incompatible avec l'obligation NPF. La RDP lao envisagerait-elle de supprimer cette exemption? Dans la négative, veuillez expliquer les raisons pour lesquelles cette exemption est maintenue. Pourquoi l'exemption est-elle nécessaire malgré l'exception prévue par l'article V de l'AGCS?	Hong Kong, Chine
17	Libéria 3 ^{ème} entrée (page 14)	L'exemption semble être couverte par les exceptions de l'AGCS et ne semble pas incompatible avec l'obligation NPF. Le Libéria envisagerait-il de supprimer cette exemption? Dans la négative, veuillez expliquer les raisons pour lesquelles cette exemption est maintenue. Pourquoi l'exemption est-elle nécessaire malgré l'exception prévue par l'article V de l'AGCS?	Hong Kong, Chine
19	Malaisie (page 17)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "La libéralisation des mesures touchant l'admission en Malaisie de travailleurs étrangers semi-qualifiés ou non qualifiés pourra être mise en œuvre de façon différenciée, compte tenu notamment de la proximité (pays voisins ou pays de la région) et de la compatibilité religieuse ou culturelle", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, quelle que soit la durée du séjour.	République de Corée
20	Nouvelle-Zélande (page 18)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF appliquées à Kiribati "Conditions d'admission plus favorables possibles pour 20 ressortissants au maximum chaque année aux fins d'emploi", veuillez confirmer si les mesures d'exemption concernent les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, quelle que soit la durée du séjour.	République de Corée
21	Nouvelle-Zélande (page 18)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF appliquées aux Tuvalu "Conditions d'admission plus favorables possibles pour 80 ressortissants au maximum à n'importe quel moment, aux fins d'emploi", veuillez confirmer si les mesures d'exemption concernent les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, quelle que soit la durée du séjour.	République de Corée
28	Îles Salomon (page 12)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "Les États membres du Melanesian Spearhead Group (MSG) pourront, en fonction des progrès réalisés au sein de ce groupe, avoir recours à des dérogations en ce qui concerne l'application aux investisseurs étrangers des procédures normales d'agrément et d'enregistrement des pouvoirs publics et les mesures touchant l'admission et le séjour temporaire des personnes physiques", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, quelle que soit la durée du séjour.	République de Corée
32	Tadjikistan toutes les entrées (pages 23 et 24)	Les exemptions semblent être couvertes par les exceptions de l'AGCS et ne semblent pas incompatibles avec l'obligation NPF. Le Tadjikistan envisagerait-il de supprimer ces exemptions? Dans la négative, veuillez expliquer les raisons pour lesquelles ces exemptions sont maintenues. Pourquoi les exemptions sont-elles nécessaires malgré l'exception prévue par l'article V de l'AGCS?	Hong Kong, Chine
35	Vanuatu (page 28)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "Les ressortissants et les résidents permanents des États membres du Groupe du fer de lance mélanésien pourront bénéficier d'une dérogation aux obligations normales prévues dans la législation du Vanuatu en ce qui concerne l'investissement et le droit de séjour temporaire", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, quelle que soit la durée du séjour.	République de Corée

N°	QUESTION À	QUESTION	QUESTION DE
Services fournis aux entreprises			
Services professionnels			
		Observation de la République de Corée Dans ce sous-secteur, il y a 22 exemptions NPF au total, dont 12 sont fondées sur la réciprocité, soit plus de 50% du total des exemptions NPF. Cela pourrait donner l'impression que les exemptions NPF fondées sur la réciprocité sont une norme plutôt qu'une exception dans ce sous-secteur. Comme Hong Kong, Chine l'a souligné lors du deuxième réexamen en novembre 2004, la Corée craint également que le maintien d'une exemption NPF sur la base de la réciprocité n'empêche la négociation d'engagements spécifiques dans ce sous-secteur particulier. Ceci est d'autant plus vrai que les exigences en matière de nationalité prévalent dans ce sous-secteur. Dans ce contexte, la Corée se concentre sur la question de savoir si les exemptions NPF fondées sur la réciprocité reposent sur un quelconque accord international.	République de Corée
36	Brunéi Darussalam (page 28)	Les conditions qui ont rendu nécessaires les exemptions NPF existent-elles encore? Le Membre pourrait-il indiquer s'il envisage de supprimer l'exemption NPF?	Australie
39	Jordanie (page 29)	En ce qui concerne l'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les vérificateurs et les pharmaciens "L'admission temporaire est autorisée pour les vérificateurs et pharmaciens étrangers dûment qualifiés dont le pays accorde un traitement réciproque aux Jordaniens", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
40	Jordanie (page 29)	En ce qui concerne l'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les géologues/ingénieurs en géologie "L'admission temporaire des géologues/ingénieurs en géologie étrangers peut être autorisée par le Conseil des ministres, uniquement si les Jordaniens bénéficient d'un traitement réciproque", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international."	République de Corée
41	Monténégro (page 30)	En ce qui concerne l'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services juridiques "En dehors des services de conseil, d'autres services juridiques peuvent être fournis par les avocats, c'est-à-dire les juristes qui sont membres du barreau monténégrin et sont inscrits au Registre du barreau, sous réserve de réciprocité", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
42	Macédoine du Nord (page 30)	En ce qui concerne l'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services juridiques, nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
43	Panama (page 30)	En ce qui concerne l'exemption NPF fondée sur la réciprocité "L'autorisation de l'exercice des professions est accordée sur la base de la réciprocité", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
47	Venezuela, République bolivarienne du (page 31)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "Sont réservés aux entreprises nationales les services professionnels régis par des lois spéciales et dont l'exercice exige comme condition le traitement réciproque des professionnels vénézuéliens dans les pays dont les professionnels souhaitent exercer au Venezuela (médecins, ingénieurs, avocats, architectes, vétérinaires, pharmaciens, économistes)", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
Services fournis aux entreprises			
Autres services fournis aux entreprises			
51	Géorgie (page 32)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF visant les services liés à la pêche "L'accès aux eaux géorgiennes pour la pêche est accordé sur la base de la réciprocité", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
52	Malaisie (page 32)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF visant les services de publicité "La limitation à 20% du contenu étranger pour la publicité n'est pas applicable aux pays indiqués", nous nous demandons si les conditions qui ont rendu cette exemption nécessaire existent encore et, dans l'affirmative, veuillez les indiquer.	République de Corée

N°	QUESTION À	QUESTION	QUESTION DE
53	Nouvelle-Zélande (page 33)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF visant les services d'interprétation "Des conditions d'admission plus favorables sont possibles pour les personnes ayant la nationalité des pays énumérés dans la troisième colonne et qui possèdent les qualifications requises en qualité d'interprètes, pour un emploi de 2 ans au maximum dans des branches d'activité liées au tourisme", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, quelle que soit la durée du séjour.	République de Corée
Services de communication			
Services audiovisuels			
72	Tadjikistan (page 65)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF "Mesures permettant que des œuvres audiovisuelles, y compris des émissions de radio et télévision, et les fournisseurs de telles œuvres satisfaisant à certains critères d'origine bénéficient de programmes de soutien", nous nous demandons si ces exemptions sont fondées sur un quelconque accord international.	République de Corée
Services de construction et services d'ingénierie connexes			
77	Indonésie (page 72)	Lors du dernier réexamen, l'Indonésie a indiqué que l'exemption relevait des marchés publics, mais qu'elle n'était pas en mesure de supprimer cette exemption et qu'elle n'avait pas l'intention de le faire à l'avenir. Étant donné que cette exemption ne devrait pas être incompatible avec l'obligation NPF en raison de l'exception prévue à l'article XIII de l'AGCS, veuillez expliquer pourquoi il est nécessaire de la maintenir.	Hong Kong, Chine
Services financiers			
85	Brunéi Darussalam (pages 73 et 74)	Les conditions qui ont rendu nécessaires les exemptions NPF existent-elles encore? Le Membre pourrait-il indiquer s'il envisage de supprimer les exemptions NPF?	Australie
86	Brunéi Darussalam (page 73)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "L'autorisation d'établir des banques extraterritoriales et des banques commerciales, de développer leurs opérations et d'exercer de nouvelles activités dans le secteur des services financiers peut être accordée aux fournisseurs de services d'un autre membre sur une base différenciée ou sur celle de la réciprocité, à la discrétion de l'autorité compétente", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
87	Brunéi Darussalam (page 73)	Telle qu'elle est inscrite, l'exemption NPF prévoit que la réciprocité peut être exigée pour le développement ou l'exercice de nouvelles activités dans le secteur des services financiers, que l'accès entre les fournisseurs de services peut être accordé sur une base différenciée et que l'autorité compétente exerce un pouvoir discrétionnaire dans l'octroi des autorisations. Dans la pratique, la réciprocité a-t-elle été exigée pour obtenir l'autorisation de fournir des services? Pourriez-vous indiquer s'il existe des lignes directrices formelles appliquées par l'organisme de réglementation pour déterminer s'il convient d'approuver des activités nouvelles ou élargies une fois que la réciprocité a été déterminée? Le cadre juridique a-t-il été mis à jour et les conditions de cette exemption existent-elles encore?	Suisse
93	Côte d'Ivoire (page 75)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services de courtage et d'agence en matière d'assurance "L'accès au marché ivoirien des services d'agence et de courtage des personnes physiques étrangères est fonction des possibilités d'accès réciproques des prestataires ivoiriens dans les pays considérés", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
98	Indonésie (page 79)	L'Indonésie a déclaré dans le réexamen 2017 des exemptions des obligations NPF que le décret qui rendait nécessaire son exemption NPF pour les services bancaires était suspendu. Dans ces conditions, la nécessité de cette exemption NPF existe-t-elle encore?	Australie
99	Indonésie (page 79)	Lors du dernier réexamen, l'Indonésie a indiqué que l'exemption avait été suspendue par la loi et ne s'appliquait plus au secteur bancaire indonésien. L'Indonésie envisagerait-elle de supprimer cette exemption? Si tel n'est pas le cas, veuillez expliquer pourquoi.	Hong Kong, Chine

N°	QUESTION À	QUESTION	QUESTION DE
100	Indonésie (page 79)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services bancaires "Mesures concernant les banques en coentreprise d'origine nationale et étrangère et en vertu desquelles l'accès d'une banque étrangère en Indonésie est autorisé sur la base de la réciprocité (conformément à l'article 14 3) du Décret n° 220/KMK.017/1993 du Ministère des finances, en date du 26 février 1993)", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
101	Indonésie (page 79)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services bancaires "En ce qui concerne les banques en coentreprise, les autorisations ne peuvent être accordées qu'aux banques étrangères de pays qui appliquent des politiques de réciprocité aux banques indonésiennes", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
102	Israël (page 79)	Lors du dernier réexamen, Israël a indiqué qu'aucun fournisseur étranger ne s'était vu refuser, à la date du dernier réexamen en 2017, une licence pour fournir des services financiers en Israël sur la base de la réciprocité, comme le prévoit cette exemption. Dans l'affirmative, veuillez expliquer si les conditions qui ont rendu l'exemption nécessaire existent encore et si Israël envisagerait de supprimer cette exemption.	Hong Kong, Chine
103	Israël (page 79)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF visant le secteur de la banque "Une licence d'établissement peut être octroyée à un fournisseur étranger de services si son pays d'origine accorde aux fournisseurs israéliens un accès à son marché sous la forme d'une présence commerciale similaire", nous nous demandons si les conditions qui ont rendu cette exemption nécessaire existent encore et, dans l'affirmative, veuillez les indiquer; par ailleurs, nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
104	Israël (page 79)	Au cours du dernier réexamen, Israël a indiqué qu'"aucun fournisseur étranger ne s'était vu refuser une licence pour fournir des services financiers en Israël sur la base de la réciprocité, comme le prévoyait l'exemption de l'obligation NPF spécifiée." (S/C/M/131 paragraphe 1.44) Israël a-t-il appliqué la prescription relative à la réciprocité depuis le dernier réexamen ou peut-il à nouveau confirmer qu'aucun fournisseur de services financiers étranger ne s'est vu refuser une licence sur la base de la réciprocité?	Suisse
108	Pakistan (page 80)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité "Les licences sont accordées aux fournisseurs étrangers de services sur la base de la réciprocité", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
109	Pakistan (page 80)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "Un traitement préférentiel est accordé aux établissements financiers constitués pour les transactions financières islamiques", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international et également si les conditions qui ont rendu cette exemption nécessaire existent encore; dans l'affirmative, veuillez les indiquer.	République de Corée
110	Pakistan (page 80)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "Des règlements spéciaux peuvent être appliqués aux banques qui sont appelées à exécuter et à financer les fonctions du Trésor ainsi que les programmes sans but lucratif de l'État pour l'encadrement du commerce des produits et le soutien des prix", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international et également si les conditions qui ont rendu cette exemption nécessaire existent encore; dans l'affirmative, veuillez les indiquer.	République de Corée
120	Émirats arabes unis (page 76)	Les Émirats arabes unis ont inscrit une large exemption NPF pour les services financiers et semblent décider d'autoriser ou non des fournisseurs de services supplémentaires de manière entièrement discrétionnaire. Ils indiquent que cette mesure est motivée par la saturation du marché. Le marché des Émirats arabes unis s'est considérablement développé depuis 1996. Pourriez-vous indiquer si les Émirats arabes unis ont depuis lors élaboré des lois ou des organismes de réglementation qui prévoient des critères objectifs et non discriminatoires comme base pour l'octroi de l'entrée sur le marché? Dans l'affirmative, les Émirats arabes unis estiment-ils que les conditions nécessitant une exemption NPF existent encore?	Suisse

N°	QUESTION À	QUESTION	QUESTION DE
125	Venezuela, République bolivarienne du (page 85)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF visant la banque et l'assurance "Les autorisations d'accès des capitaux étrangers sur le marché national moyennant une participation au capital des institutions existantes, l'ouverture de succursales et la constitution de nouveaux fournisseurs de services financiers peuvent être assujetties à la réciprocité quand l'Exécutif national le juge nécessaire", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
Services récréatifs, culturels et sportifs			
129	Jordanie (page 86)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services d'agences de presse: services de presse "Les agences de presse étrangères peuvent être autorisées à publier des bulletins d'information par le Conseil des ministres, uniquement si les agences jordaniennes bénéficient d'un traitement réciproque", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
Services de transport			
Services de transport maritime			
133	Cameroun (page 89)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF "Lois, Décrets, Ordonnances et Décisions, existants ou futurs avec la nécessité de promouvoir l'industrie naissante", nous nous demandons s'il existe d'autres mesures conformes à l'AGCS.	République de Corée
135	Côte d'Ivoire (page 92)	En ce qui concerne les mesures d'exemption de l'obligation NPF "Lois, Décrets, Ordonnances et Décisions, existants ou futurs avec la nécessité de promouvoir l'industrie naissante" nous nous demandons s'il existe d'autres mesures conformes à l'AGCS.	République de Corée
137	Gabon (page 94)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF "Lois, Décrets, Ordonnances et Décisions, existants ou futurs avec la nécessité de promouvoir l'industrie naissante", nous nous demandons s'il existe d'autres mesures conformes à l'AGCS.	République de Corée
140	Kazakhstan (page 95, 1 ^{ère} entrée)	Par souci de clarté, veuillez fournir des renseignements sur les mesures préférentielles dans le cadre du régime spécial concernant le fret dans la mer Caspienne.	Hong Kong, Chine
141	Nouvelle-Zélande (page 97)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF "La fourniture de services à titre d'officiers sur des navires néo-zélandais est réservée aux citoyens qualifiés de Nouvelle-Zélande ou des pays énumérés dans la 3 ^{ème} colonne", nous nous demandons si les conditions qui ont rendu cette exemption nécessaire existent encore et, dans l'affirmative, veuillez les indiquer.	République de Corée
145	Thaïlande (page 99)	Compte tenu des discussions qui ont eu lieu lors des derniers réexamens, la Thaïlande envisage-t-elle de supprimer cette exemption? Si ce n'est pas le cas, veuillez expliquer pourquoi.	Japon
148	Viet Nam (page 103)	La première exemption concerne les "Mesures fondées sur les accords régissant les opérations commerciales normales des filiales à 100% de compagnies maritimes étrangères" et comporte une durée projetée de 5 ans. Pourriez-vous confirmer si cette exemption est encore appliquée? Dans l'affirmative, pourriez-vous préciser quels sont les accords bilatéraux encore en vigueur et donner des exemples des types de mesures appliquées? Existe-t-il un lien entre cette exemption et les mesures décrites dans les tableaux 9, 22 a) et 22 b) du document ACC/VNM/48? Les conditions qui rendent cette exemption nécessaire existent-elles encore?	Suisse
Services de transport			
Services de transports aériens			
149	Thaïlande (page 114)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF fondées sur la réciprocité visant la réparation et l'entretien d'aéronefs "La Thaïlande autorisera les compagnies aériennes des pays qui accordent la réciprocité aux transporteurs thaïlandais", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée

ANNEXE

LISTE DES QUESTIONS AUXQUELLES IL A ÉTÉ RÉPONDU

(Les numéros de page dans la deuxième colonne se rapportent à la compilation par secteur, JOB/SERV/29/Rev.2)

N°	QUESTION À	QUESTION DE	RÉPONSES (fournies par écrit ou à la réunion tenue le 12 juin 2023)
Question d'ordre général			
1.	Tous les Membres	Hong Kong, Chine	Australie: S/C/W/437 et S/C/M/153 , paragraphe 1.70 Honduras: S/C/W/439 Singapour: S/C/W/444 Nicaragua: S/C/W/446 Colombie: S/C/W/448 El Salvador: S/C/M/153 , paragraphes 1.38 à 1.41 Singapour: S/C/M/153 , paragraphe 1.44 Fédération de Russie: S/C/M/153 , paragraphe 1.47 Ukraine: S/C/M/153 , paragraphes 1.54 à 1.56 États Unies d'Amérique: S/C/M/153 , paragraphe 1.73 Brésil: S/C/M/153 , paragraphe 1.76 Inde: S/C/M/153 , paragraphe 1.109
Tous les secteurs			
4.	Chypre (page 4)	République de Corée	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.49
5.	Estonie (page 6)	République de Corée	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.50
6.	Union européenne (page 27)	République de Corée	S/C/W/451
7.	Union européenne (page 27)	République de Corée	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.50
8.	Union européenne (page 27)	République de Corée	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.50
9.	Union européenne (page 28)	République de Corée	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.50
10.	Finlande (page 11)	Hong Kong, Chine	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.51
18.	Liechtenstein (page 15)	République de Corée	S/C/W/434 S/C/M/153 , paragraphe 1.42
22.	Pérou (page 19)	République de Corée	S/C/W/449
23.	Philippines (page 19)	République de Corée	S/C/W/438
24.	Fédération de Russie (page 10)	Hong Kong, Chine	S/C/M/153 , paragraphe 1.46
25.	Seychelles (page 21)	Hong Kong, Chine	S/C/W/432
26.	Singapour (pages 21 et 22, toutes les entrées)	Hong Kong, Chine	S/C/W/444 S/C/M/153 , paragraphe 1.44
27.	Singapour (page 21)	République de Corée	S/C/W/444 S/C/M/153 , paragraphe 1.45
29.	Suède (page 22)	Hong Kong, Chine	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.52
30.	Suisse (page 23)	République de Corée	S/C/M/153 , paragraphe 1.42

N°	QUESTION À	QUESTION DE	RÉPONSES (fournies par écrit ou à la réunion tenue le 12 juin 2023)
31.	Suisse (page 23)	Hong Kong, Chine	S/C/M/153 , paragraphe 1.43
33.	Royaume-Uni 1 ^{ère} entrée (page 20)	Hong Kong, Chine	S/C/W/441
34.	Royaume-Uni (page 20)	République de Corée	S/C/W/441 S/C/M/153 , paragraphe 1.53
Services fournis aux entreprises			
Services professionnels			
37.	République dominicaine (page 30)	République de Corée	S/C/W/447 S/C/M/153 , paragraphes 1.58 et 1.59
38.	Honduras (page 29)	République de Corée	S/C/W/439
44.	Singapour (page 31)	Australie	S/C/W/444 S/C/M/153 , paragraphe 1.63
45.	Türkiye (page 51)	République de Corée	S/C/W/436
46.	Türkiye (page 31)	République de Corée	S/C/W/436
Services fournis aux entreprises			
Autres services fournis aux entreprises			
48.	Canada (page 32)	République de Corée	S/C/W/442/Rev.1
49.	Costa Rica (page 32)	République de Corée	S/C/M/153 , paragraphe 1.62
50.	Union européenne (page 33)	République de Corée	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.64
Services de communication			
Services postaux			
54.	Türkiye (page 36)	République de Corée	S/C/W/436
Services de Communication			
Services de télécommunication			
55.	Argentine (page 33)	Japon	S/C/W/443 S/C/M/153 , paragraphes 1.74 et 1.75
56.	Brésil (page 34)	Hong Kong, Chine	S/C/M/153 , paragraphe 1.77
57.	Colombie (page 34)	Japon	S/C/W/448 S/C/M/153 , paragraphes 1.88 et 1.89.
58.	Inde (pages 35)	Hong Kong, Chine	S/C/M/153 , paragraphe 1.69
59.	Türkiye (page 36)	République de Corée	S/C/W/436
60.	États-Unis d'Amérique (page 34)	Hong Kong, Chine	S/C/M/153 , paragraphe 1.73
Services de communication			
Services audiovisuels			
61.	Australie (page 39)	République de Corée	S/C/W/437 S/C/M/153 , paragraphes 1.70 à 1.72
62.	Autriche (page 39)	République de Corée	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.64
63.	Croatie (pages 44 et 45, 1 ^{ère} et 3 ^{ème} entrées) ou Union européenne	Hong Kong, Chine	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.65
64.	Union européenne (page 67, 3 ^{ème} entrée)	Japon	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.66
65.	Union européenne (pages 67)	République de Corée	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.67
66.	Union européenne (pages 67)	République de Corée	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.67

N°	QUESTION À	QUESTION DE	RÉPONSES (fournies par écrit ou à la réunion tenue le 12 juin 2023)
67.	Union européenne (page 68, 2 ^{ème} entrée)	Japon	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.66
68.	Union européenne (page 69)	République de Corée	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.64
69.	Liechtenstein (page 53)	République de Corée	S/C/W/434
70.	Pologne (page 58)	République de Corée	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.64
71.	Slovénie (page 63)	République de Corée	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.64
73.	Royaume-Uni (page 60, 1 ^{ère} entrée)	Hong Kong, Chine	S/C/W/441
74.	Royaume-Uni (page 61)	République de Corée	S/C/W/441
75.	Royaume-Uni (page 61, 4 ^{ème} entrée)	Hong Kong, Chine	S/C/W/441
76.	Royaume-Uni (page 61)	République de Corée	S/C/W/441
Services de construction et services d'ingénierie connexe			
78.	Liechtenstein (page 72)	République de Corée	S/C/W/434
Services de distribution			
79.	Liechtenstein (page 72)	République de Corée	S/C/W/434 S/C/M/153 , paragraphe 1.42
80.	Suisse (page 72)	République de Corée	S/C/M/153 , paragraphe 1.42
Services d'éducation			
81.	Fédération de Russie (page 72)	République de Corée	S/C/M/153 , paragraphe 1.79
Services financiers			
82.	Autriche (page 73)	Suisse	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.82
83.	Autriche (page 73) ou Union européenne	Hong Kong, Chine	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.82
84.	Autriche (page 73)	République de Corée	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.82
88.	Canada (page 74, 1 ^{ère} entrée)	Hong Kong, Chine	S/C/W/442/Rev.1
89.	Canada (page 74)	République de Corée	S/C/W/442/Rev.1
90.	Canada (page 74)	République de Corée	S/C/W/442/Rev.1
91.	Canada (page 74)	Suisse	S/C/W/442/Rev.1
92.	Colombie (page 75)	République de Corée	S/C/W/448 S/C/M/153 , paragraphe 1.88 et 1.89.
94.	Union européenne (page 84)	Hong Kong, Chine	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.83
95.	Honduras (page 78)	République de Corée	S/C/W/439
96.	Hongrie (page 78)	République de Corée	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.84
97.	Hongrie (page 78)	Suisse	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.84
105.	Lichtenstein (page 79)	République de Corée	S/C/W/434
106.	Maurice (page 79)	République de Corée	S/C/W/435
107.	Maurice (page 79)	Suisse	S/C/W/435

N°	QUESTION À	QUESTION DE	RÉPONSES (fournies par écrit ou à la réunion tenue le 12 juin 2023)
111.	Pérou (page 81)	République de Corée	S/C/W/449
112.	Pérou (page 81)	République de Corée	S/C/W/449
113.	Pérou (page 81)	Suisse	S/C/W/449
114.	Philippines (page 126)	République de Corée	S/C/W/438
115.	Philippines (page 81)	République de Corée	S/C/W/438
116.	Philippines (page 82)	République de Corée	S/C/M/153 , paragraphe 1.87
117.	Singapour (page 83)	Hong Kong, Chine	S/C/W/444 S/C/M/153 , paragraphe 1.86
118.	République slovaque (page 82)	Japon	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.85
119.	Türkiye (page 84)	République de Corée	S/C/W/436
121.	États-Unis d'Amérique (pages 77 et 78)	République de Corée	S/C/M/153 , paragraphe 1.81
122.	États-Unis d'Amérique (pages 77 et 78)	République de Corée	S/C/M/153 , paragraphe 1.81
123.	États-Unis d'Amérique (pages 77 et 78)	République de Corée	S/C/M/153 , paragraphe 1.81
124.	États-Unis d'Amérique (pages 77 et 78)	République de Corée	S/C/M/153 , paragraphe 1.81
Services récréatifs, culturels et sportifs			
126.	Union européenne (page 86)	République de Corée	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.91
127.	Union européenne (page 86)	République de Corée	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.91
128.	Inde (page 86)	Hong Kong, Chine	S/C/M/153 , paragraphe 1.92
Services de transport			
Services de transport maritime			
130.	Brésil (page 88)	Japon	S/C/M/153 , paragraphe 1.94
131.	Bulgarie (page 88, toutes les entrées) ou Union européenne:	Hong Kong, Chine	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.100
132.	Bulgarie (page 88)	Suisse	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.101
134.	Chili (page 80)	République de Corée	S/C/W/440 S/C/M/153 , paragraphes 1.110 et 1.111
136.	Union européenne (page 102)	République de Corée	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.102
138.	Inde (page 94., 1 ^{ère} entrée)	Hong Kong, Chine	S/C/M/153 , paragraphe 1.107
139.	Inde (page 94)	Suisse	S/C/M/153 , paragraphe 1.108
142.	Philippines (page 98, 2 ^{ème} entrée)	Hong Kong, Chine	S/C/M/153 , paragraphe 1.99
143.	Fédération de Russie (page 93, 3 ^{ème} entrée)	Hong Kong, Chine	S/C/M/153 , paragraphe 1.106
144.	Singapour (page 99)	Hong Kong, Chine	S/C/W/444 S/C/M/153 , paragraphe 1.105
146.	Tunisie (page 101)	République de Corée	S/C/W/445 S/C/M/153 , paragraphes 1.97 et 1.98

N°	QUESTION À	QUESTION DE	RÉPONSES (fournies par écrit ou à la réunion tenue le 12 juin 2023)
147.	Türkiye (page 102)	République de Corée	S/C/W/436
Services de transport			
Services de transports routiers			
150.	Autriche (page 118)	République de Corée	S/C/W/451
151.	Costa Rica (page 120)	République de Corée	S/C/M/153 , paragraphe 1.103 S/C/M/153 , paragraphe 1.95
152.	Union européenne (page 130)	République de Corée	S/C/W/451 S/C/M/153 , paragraphe 1.104
153.	Honduras (page 121)	République de Corée	S/C/W/439
154.	États-Unis d'Amérique (page 130)	République de Corée	S/C/M/153 , paragraphe 1.96